



Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche

Centre Régional des Œuvres
Universitaires et Scolaires
de Montpellier – Occitanie
(C.R.O.U.S.)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° 25 064

(Articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.)

Marché de services

PRESTATION DE DIAGNOSTIC ET DE MISE EN PLACE D'UN PLAN DE PREVENTION DES
RISQUES PSYCHOSOCIAUX AU SEIN DU CROUS DE MONTPELLIER OCCITANIE

CROUS de Montpellier - Occitanie

2, rue Monteil – CS85053

34 093 Montpellier cedex 5

1.1. L'administration :

Le Crous de Montpellier-Occitanie est un établissement public administratif. Il participe au service public de l'enseignement supérieur et contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la vie étudiante dans son ressort territorial d'intervention.

Crous de Montpellier-Occitanie
2, rue Monteil
CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

Pouvoir adjudicateur ou autorité compétente :

Madame Sandrine Cloarec, Directrice Générale du CROUS de Montpellier.

L'acheteur désigné dans le marché agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché pour le compte duquel le marché est exécuté.

Aspects relatifs à la procédure ou à l'exécution du contrat :

Service Achats – Marchés Publics du Crous

service.marches@crous-montpellier.fr

Aspects techniques relatifs à l'exécution et à la facturation :

Directeur ou directrice de chaque unité de gestion (se référer à la liste des sites). Les responsables de sites sont les interlocuteurs du titulaire, désignés par le Crous sur chacun des sites. Ils sont chargés de la gestion du présent marché et émettront toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Règlements :

Agence comptable du Crous

agence.comptable@crous-montpellier.fr

1.2. Le titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès du Crous.

A l'issue de la procédure de consultation, l'attributaire sera désigné par l'Administration.

1.3. La prestation

La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au Titulaire et rémunérées par l'acheteur.

2.1. Définition du marché

Le présent marché est un accord-cadre de fournitures courantes et de services qui a pour objet d'une part, la réalisation d'un diagnostic approfondi permettant d'identifier les sources de risques psychosociaux et leur importance, et d'autre part l'accompagnement du Crous de Montpellier-Occitanie dans l'élaboration d'un plan d'action à l'échelle de l'établissement.

Il s'exécute sous la forme d'un marché de service ordinaire, pour la prestation de diagnostic et, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum de commandes, en application des articles R2162-1 et suivant du code de la commande publique, pour ce qui est des réunions de restitution.

Les différents sites sont situés dans les départements de l'Hérault (34), Pyrénées Orientales (66), Gard (34), et de l'Aude (11).

Le présent marché comprend :

- **Une prestation principale**, exécutée à partir de la date de notification du marché et pour la durée définie à l'article 3.2.

Cette prestation est chiffrée en annexe financière de l'Acte d'Engagement, dans le volet forfaitaire (DPGF).

- **Des prestations ponctuelles**. Il sera alors émis un Bon de Commande, sur la base des prix unitaires de l'annexe financière de l'Acte d'Engagement (B.P.U.) pour les éventuelles journées de d'intervention et réunions de restitutions supplémentaires.

2.2. Décomposition du marché en lots

Le marché n'est pas alloti. Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le non-allotissement est justifié par le fait que l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer lui-même les missions d'organisation, de pilotage et coordination.

Article 3. Caractéristiques du marché

3.1. Nature du marché

Le présent marché est un marché passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, en application des Articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre mixte (à prix forfaitaires et unitaires) sans minimum avec maximum.

Le montant maximum de ce marché est fixé à 100 000€ TTC

Il est mono-attributaire.

3.2. Durée du marché

Le présent marché est passé pour une période de 10,5 mois, il n'est pas renouvelable.

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La date de démarrage du marché est prévue au 15 juin 2025.

Sa date de fin est prévue au 01 avril 2026.

Article 4. Pièces contractuelles

Elles sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses trois annexes :
 - o Annexe n°1 – Annexe financière (DPGF + BPU) ;
 - o Annexe n°2 - Cadre de réponse technique ;
 - o Annexe n°3 -Fiche de renseignements fournisseur
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses cinq annexes :
 - o Annexe n°1 – Organigramme
 - o Annexe n°2 – Dossier de presse
 - o Annexe n°3 – Liste des différents métiers
 - o Annexe n°4 – PFR 2022-2024
 - o Annexe n°5 – Règles déontologiques à respecter

Article 5. Etablissement des prix

5.1. Modalités d'établissement des prix

Le présent marché est un marché à prix mixtes, comprenant un prix global forfaitaire, et une partie à bons de commande.

- ✓ Diagnostic et présentation du bilan :

Les offres concernant le volet **forfaitaire** seront établies sur le formulaire de Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF, annexe 1 de l'Acte d'engagement) qui détaille les prix consentis.

- ✓ Journées / réunions supplémentaires :

Seront traitées à **prix unitaires** les journées d'intervention et réunions de restitution supplémentaires non prévues dans le forfait pendant toute la durée du marché. Les prestations seront déclenchées par l'émission de bons de commande établis sur la base des tarifs du Bordereau des Prix Unitaires (le BPU figurant en annexe 1 à l'Acte d'Engagement joint au dossier de consultation).

5.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Article 6. Obligation de moyens / de résultats

Dans le cadre de ses compétences professionnelles, le titulaire décide des méthodes et techniques qu'il va mettre en œuvre.

Le titulaire est soumis à une obligation de moyens et non de résultats, il est responsable de ses conclusions. Il fait état des méthodes et outils sur lesquels il se fonde, sur demande du Crous, et est en mesure de les présenter de façon adaptée à ses différents interlocuteurs.

Toutes les charges et obligations relatives à la masse salariale inhérente à la conclusion de ce marché, seront assumées par le titulaire en sa qualité d'employeur. En aucun cas le Crous ne pourra se substituer au titulaire concernant ces obligations et ne pourra être tenu responsable d'éventuels manquements de celui-ci face aux réglementations en vigueur.

Les prestations doivent être conformes aux normes européennes ou aux normes françaises homologuées. La documentation doit être en français.

Article 7. Obligation de confidentialité

■ Clause de confidentialité et protection des données

Le titulaire s'engage à observer une stricte confidentialité concernant tout document et toute information qu'elle qu'en soit la nature (personnelle, scientifique, commerciale, technique organisationnelle, fonctionnelle, etc...) et ce, tant à l'égard des tiers et sous-traitants éventuels, qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance :

- Aucune information et aucun fait venant fortuitement à la connaissance des personnels de l'entreprise ne pourront être communiqués à l'extérieur.
- La recherche d'informations ou le déclenchement de tout évènement dans le domaine de compétence et d'activité des sites est strictement prohibé.

Toute révélation ou divulgation non autorisée pourra donner lieu à des dommages et intérêts à la charge de la partie l'ayant commise, dont le montant sera défini par le plaignant en fonction du préjudice subi.

Les clauses de ce document et ses annexes sont réputées confidentielles. A ce titre, elles ne peuvent pas être publiées ni communiquées à des tiers non autorisés à les recevoir.

Les supports informatiques et documents fournis par le Crous Montpellier Occitanie au Titulaire restent la propriété du Crous Montpellier Occitanie. Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire pourrait prendre connaissance à l'occasion de ses interventions.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du Crous Montpellier-Occitanie.

Le Crous Montpellier-Occitanie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

« Art. 226-17 : Le fait de procéder ou de faire procéder à un traitement de données à caractère personnel sans mettre en œuvre les mesures prescrites à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende. »

« Art. 226-22 : Le fait, par toute personne qui a recueilli, à l'occasion de leur enregistrement, de leur classement, de leur transmission ou d'une autre forme de traitement, des données à caractère personnel dont la divulgation aurait pour effet de porter atteinte à la considération de l'intéressé ou à l'intimité de sa vie privée, de porter, sans autorisation de l'intéressé, ces données à la connaissance d'un tiers qui n'a pas qualité pour les recevoir est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende. »

Le Crous Montpellier-Occitanie pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 8. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le Titulaire doit respecter les obligations de la CNIL quant à l'usage des données personnelles de la prestation du marché.

Il s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGDP (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché.

Le Crous reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation inscrite et strictement inscrite dans le but d'exécuter les prestations découlant de l'objet du marché.

Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché. (<https://www.cnil.fr/>)

Selon les modalités d'organisation, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'accorderont sur des clauses qui auront pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (le Crous) les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, « le règlement européen sur la protection des données ».

Article 9. Agrément et responsabilité

Les entreprises devront joindre à leur(s) proposition(s) les certificats d'agrément délivrés par les Ministères concernés et figurant aux journaux officiels. Ces agréments, renouvelables périodiquement, seront par la suite adressés au service des Marchés du Crous de Montpellier lors de chaque renouvellement.

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions,
 - o à son personnel, au personnel du CROUS ou à des tiers
 - o à ses biens, aux biens appartenant au CROUS ou à des tiers
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance du présent contrat et se produisant en dehors de ses interventions.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du CROUS de Montpellier ou par des causes non imputables à sa prestation.

Article 10. Manquements aux obligations du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Celle-ci sera exercée par demande d'avoir sur la facturation de la prestation concernée.

10.1 Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 € TTC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

10.2 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non production ou production incomplète des livrables prévus au contrat	Forfaitaire	500.00 € TTC	Les livrables devront être conformes aux engagements pris dans le Cadre de Réponse Technique (CRT)..
Prestation non réalisée ou non présentation à un rendez-vous, non justifiée au préalable	Forfaitaire	1 500.00 € TTC	
Pénalité pour changement d'intervenant	Forfaitaire	2 000.00 € TTC	Le remplacement d'un intervenant par une autre personne devra impérativement être soumis à validation par le pouvoir adjudicateur avant la date de départ de l'interlocuteur initial. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité forfaitaire de 2000 euros.

Article 11. Contrôle de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG FCS, les observations du titulaire sur la décision de réfaction sont réputés refusées si dans le délai de 30 jours, l'acheteur n'a pas répondu et la décision d'admission avec réfaction est maintenue.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG FCS, en cas de décision de rejet des prestations, l'acheteur n'est pas tenu de convoquer le titulaire du marché.

Article 12. Etablissement des factures – Paiement

12.1. Facturation

Le titulaire du marché fera parvenir une facture correspondant à la prestation réalisée. Cette facture, (1 seul service fait / exemplaire archivé = copie avec « service fait »), portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché (forfait) ;
- Le numéro du bon de commande (prestations à prix unitaires) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.

12.2. Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous- traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement : cf liste affichée sur Chorus ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).



Le dépôt des demandes de paiement via CHORUS PRO est obligatoire pour toutes les entreprises, sans exception, à compter du 1^{er} janvier 2020 ; quel que soit le montant facturé ([Décret 2016-1478 du 02/11/19 relatif au développement de la facturation électronique](#))

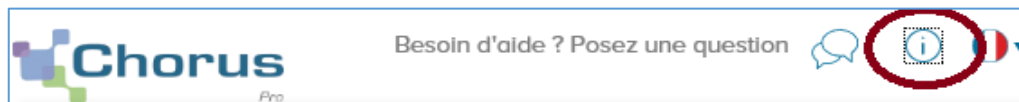
Il appartient aux titulaires de s'adapter à cette nouvelle obligation réglementaire (création du compte et formation de son personnel).

Ressources :

. Portail CHORUS [lien vers https://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)

. Documentation Chorus, dont fiches pratiques à destination des émetteurs des factures : sur la page d'accueil, cliquer sur le pictogramme « Information »

Le SIRET du CROUS de Montpellier-Occitanie étant 183 400 084 00012



12.3. Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au CCAG FCS, par l'Agent Comptable du Crous de Montpellier et conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'exécution de la prestation.

Le mode de règlement est le mandat administratif. Le délai de paiement est de 30 jours : la non observation du délai de paiement à compter de la réception de la facture ouvre droit aux intérêts moratoires à la charge de l'établissement débiteur, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, depuis le jour qui suit l'expiration du délai mentionné ci-dessus. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux prévu réglementaire.

Ce délai de règlement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture :

- Réception de la facture,
- Décision d'admission, par l'administration, du procès-verbal de contrôle

Le titulaire du marché est informé de la possible suspension d'une facture en cas de :

- Demandes de précisions par le Crous de Montpellier
- Factures non conformes
- Absence de service fait
- Absence de relevé de contrôles

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

13.1.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du Travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, de plein droit et aux torts du titulaire, sans indemnités, moyennant un préavis d'un mois envoyé par lettre recommandée avec A.R. et après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 10 jours, dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux clauses contractuelles.
- Répétition non motivée de retards d'exécution.
- Défaillance notoire du titulaire

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, de défaillance notoire du titulaire ou d'incidents répétés, le représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera une mise en demeure au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, Le titulaire aura 10 jours pour en retour présenter ses observations, proposer les actions préventives et correctives envisagées. Passé ce délai, l'accord cadre sera résilié sans indemnité.

La répétition non motivée des non-conformités d'exécution des prestations sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

13.1.2. Exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire

Le présent C.C.A.P. prévoit que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par le fournisseur qui lui conviendra à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants :

- Inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- Résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Pour les prestations ayant fait l'objet de rejet, refus, retard, inachèvement ou non remplacement dans les délais accordés, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations concernées par le fournisseur qui lui conviendra. En cas de différence de prix au détriment de l'administration, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la facture mise en paiement à son profit. Ainsi l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du chapitre 7 « Résiliation » du C.C.A.G.-F.C.S.

13.1.3. Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché, il informe le CROUS des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché.

La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du CROUS.

13.1.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général. La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit pour le titulaire au versement d'une indemnité calculée selon les dispositions de l'article précité.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 14. Assurances

14.1 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances en rapport avec la nature et le volume des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, ainsi que le période de couverture.

Au terme de chaque période de couverture, le ou les titulaires devront systématiquement adresser par courrier au service achats marchés publics du Crous une attestation actualisée.

14.2 – Sécurité d'exploitation

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions internes et externes à sa société pour assurer la sécurité et la confidentialité qu'impose l'exécution des prestations du marché. L'entreprise devra garantir la confidentialité des données et informations qu'il pourrait être amené à recueillir au cours de l'exécution des prestations.

Article 15. Dérogation aux documents généraux

Les dispositions de l'article 10 du présent C.C.A.P. dérogent à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les dispositions de l'article 11 du présent C.C.A.P. dérogent à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 16. Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.